

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2024)
Heft: 3

Artikel: Quelles perspectives pour la Palestine après la guerre Israël-Hamas?
Autor: Leroy, Didier / Berger, Chloé
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1055422>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Proche Orient

Quelles perspectives pour la Palestine après la guerre Israël-Hamas ?

Didier Leroy ; Chloé Berger

Chercheur à l'Institut royal supérieur de défense (IRSD) en Belgique ; Professeure assistante au Collège de Défense nationale des EAU

Le 7 octobre 2023, les brigades d'Izz al-Din al-Qassam – la composante armée du Hamas – ont lancé un assaut sans précédent sur la périphérie immédiate de la Bande de Gaza. L'opération, appelée « Déluge d'Al-Aqsa » (*tufan al-aqsa* en arabe), a causé la mort d'environ 1.160 personnes et conduit à l'enlèvement d'approximativement 240 autres citoyens israéliens et étrangers. En riposte, les Forces de Défense d'Israël (FDI, ou *Tsahal* en hébreu) ont lancé une intense campagne de frappes aériennes sur Gaza, appuyées depuis la terre et la mer par des feux d'artillerie, en préparation de l'invasion de l'enclave palestinienne (365 km²). Depuis le début de l'opération israélienne SABRES DE FER (*kharavot barzel* en hébreu), plus de 29'000 Palestiniens ont été tués alors que plus de deux millions de personnes (soit environ 90% de la population gazaouie) ont été déplacés de force.¹

Le conflit israélo-palestinien n'a pas débuté avec l'assaut du 7 octobre dernier. Au cours des quinze dernières années, le Hamas et Tsahal se sont affrontés au cours de cinq guerres successives. L'attaque du 7 octobre a cependant déclenché une réponse militaire sans précédent de la part d'Israël, dont les répercussions s'étendent au-delà du seul Moyen-Orient. D'un côté, elle a déclenché une impressionnante démonstration de force américaine en soutien à Israël. De l'autre, elle a encouragé certains groupes miliciens alignés sur l'Iran – évoqués collectivement comme « l'axe de la résistance » – à conduire des attaques simultanées sur les autres fronts de la région : Liban, Mer Rouge, Irak et Syrie.

Après plus de six mois de guerre, la destruction de plus de 72% du bâti.² – déjà « dé-développée » par un blocus économique de 16 ans – y a paralysé l'activité économique et

généralisé une situation humanitaire catastrophique. Suite à d'intenses pressions de la communauté internationale, les forces israéliennes ont finalement accepté de faire entrer un peu moins de 300 camions par jour d'aide (70% de nourriture), alors même que les Nations Unies estiment qu'il en faudrait entre 500 et 600 pour satisfaire les besoins vitaux de la population civile.³ En octobre 2023, l'UNRWA avait déjà alarmé sur le risque d'effondrement de l'ordre civil à Gaza. Plus récemment, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), constatant les premiers signes de maladies infectieuses (hépatite A, jaunisse, etc.), a alarmé sur les risques de dissémination rapide de ces maladies.

De son côté, Israël s'efforce de se relever après le choc du 7 octobre, toujours à la recherche de 132 otages⁴ et engagé dans une guerre qui torpille l'économie nationale. En dépit du coût exorbitant de la guerre – 269 millions de dollars par jour⁵ – et d'un risque de plus en plus réel d'escalade régionale, le Premier Ministre israélien Benjamin Netanyahu, soulignant la dimension existentielle du conflit, a régulièrement répété qu'aucun terme ne serait mis aux opérations militaires avant une « victoire totale ». A un moment ou un autre, cette guerre devra pourtant prendre fin, soulevant la question de la gouvernance à (ré-)établir dans la Bande de Gaza. A l'heure d'écrire ces lignes, plusieurs scénarios pour le « jour d'après » semblent être envisagés par les parties prenantes.

La communauté internationale à la recherche d'une paix régionale

Depuis la fin de l'année 2022, en dépit de la multiplication des raids israéliens en Cisjordanie, l'attention médiatique internationale était restée principalement centrée sur le conflit en Ukraine. Depuis le 7 octobre, le conflit israélo-palestinien s'est réimposé comme un dossier de

¹ Shama, Nael M. "No Exit: Egypt's Dilemma on Gaza", The Tahrir Institute for Middle East Policy, 16/01/2024, <https://timep.org/2024/01/16/no-exit-egypts-dilemma-on-gaza/>.

² Niels de Hoog, Antonio Voce, Elena Morresi, Manisha Ganguly, and Ashley Kirk, "How war destroyed Gaza's neighbourhoods – visual investigation", The Guardian, 30/01/2024, <https://www.theguardian.com/world/ng-interactive/2024/jan/30/how-war-destroyed-gazas-neighbourhoods-visual-investigation>. <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/14e309cd34e04e40b90eb19afa7b5d15-0280012024/original/Gaza-Interim-Damage-Assessment-032924-Final.pdf>

³ <https://www.aljazeera.com/news/2024/4/8/more-than-300-aid-trucks-enter-gaza-as-palestinians-battle-starvation>

⁴ "Swords of Iron: An Overview", The Institute for National Security Studies, <https://www.inss.org.il/publication/war-data/>.

⁵ Wrobel, Sharon. "War with Hamas costs NIS 1b a day, hitting economy harder than previous conflicts", The Times of Israel, 21/1/2023, <https://www.timesofisrael.com/war-with-hamas-to-cost-nis-1b-a-day-hit-economy-harder-than-previous-conflicts/>.

premier plan dans les affaires internationales comme en témoignent les résolutions votées par l'Assemblée Générale de Nations Unies (AGNU) et le Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU).

Analysant les anciens processus de paix, d'influents think tanks on par ailleurs appelé à une relance de l'Initiative de Paix Arabe de 2002. Une version actualisée de cette dernière comprendrait un certain nombre de concessions, entre autres choses, sur les réparations pour les réfugiés, le statut de Jérusalem, l'implantation géographique des colonies et le partage des ressources aquifères en échange de la pleine reconnaissance par les Etats arabes de l'Etat d'Israël sur la base des frontières du 4 juin 1967.⁶ Certains universitaires de renom ont, à cet égard, souligné le rôle constructif que les Etats signataires des Accords d'Abraham (2020) pourraient jouer dans cette hypothétique « Initiative de Paix Arabe II ».⁷

La gravité du conflit en cours suscite indubitablement débats et questionnements au sein des cercles diplomatiques et stratégiques internationaux. Cette recherche de solution, menée par Washington, est encore largement polarisée par la solution des deux Etats, qui reste de loin la solution la plus consensuelle parmi les Etats arabes les plus concernés (Jordanie, Egypte, Arabie saoudite, Qatar, Emirats Arabes Unis) et les acteurs non-arabes les plus influents dans la région (Etats-Unis, Union européenne, Russie, Chine, etc.).

Les Etats arabes face à des dilemmes existentiels

L'Egypte, premier Etat arabe à avoir signé la paix avec Israël en 1979, est le seul pays qui partage une frontière commune avec Gaza et Israël. Cette frontière constitue ainsi la seule option en cas d'exode palestinien massif. Elle est également le seul point d'entrée de l'aide internationale vers la Bande de Gaza et devrait, à terme, jouer un rôle essentiel dans tout plan de reconstruction. La péninsule du Sinaï est vouée à être l'artère principale pour la livraison d'aide internationale et pour l'acheminement de matériaux de reconstruction. En dépit de la crise socio-économique profonde qui affecte le pays, l'Egypte ne peut tout simplement pas détourner son regard de ce qui se déroule actuellement de l'autre côté du Sinaï. Le Président Abdel Fattah Al-Sissi, également conscient de la colère populaire qui gronde dans les rues du Caire et d'Alexandrie, a multiplié depuis le début du conflit les déclarations de solidarité envers les « frères de Palestine ». En même temps, son gouvernement, engagé dans une lutte féroce contre la branche égyptienne des Frères musulmans depuis 2013, n'éprouve aucune sympathie pour le Hamas. Le Président Al-Sissi voit plutôt d'un bon œil la destruction en cours des capacités du Hamas. Le Caire a par ailleurs fait du déplacement des Gazouis vers le Sinaï une ligne rouge, craignant l'installation à terme des réfugiés sur le territoire égyptien. A plus fortes raisons que l'Egypte est également le seul voisin vers lequel les habitants de la Bande de Gaza à la recherche d'emploi pourraient se tourner. Il est peu probable que les Gazouis soient à l'avenir autorisés à retourner travailler en Israël. Les acteurs du secteur de la construction israélien ont déjà

pétitionné auprès du gouvernement afin de permettre l'embauche de plus de 100.000 Indiens en remplacement des travailleurs palestiniens (susceptibles de fournir – à nouveau – des renseignements au Hamas ou au Djihad islamique). A terme, l'Egypte pourrait également être mise à contribution pour le déploiement d'une force de stabilisation arabe dans le Gaza d'après-guerre et ainsi jouer un rôle de premier plan dans une période de transition qui s'annonce particulièrement ardue.

La Jordanie est, de son côté, la tierce partie la plus affectée par le conflit. Depuis la première guerre israélo-arabe de 1948-1949, elle a dû absorber un nombre considérable de réfugiés, ces derniers constituant aujourd'hui près de la moitié de la population jordanienne. Redoutant le scénario – populaire du côté israélien – de la « patrie alternative » (*al-watan al-badil*), le Roi Abdallah II s'est efforcé plus que quiconque de promouvoir la « solution à deux Etats ». Bien que la violence soit pour l'instant essentiellement confinée à Gaza, Amman est sous pression, redoutant de possibles débordements des manifestations encouragées par l'émanation jordanienne des Frères musulmans : le Front d'action islamique. Signataire d'une paix « tiède » avec Israël depuis 1994, le royaume hachémite a condamné dans les termes les plus sévères la tragédie en cours à Gaza aussi bien que le massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre. La monarchie jordanienne craint que la poursuite du conflit ne conduise toujours plus de Cisjordanais à chercher refuge de l'autre côté de la frontière. Le risque de déstabilisation des fragiles équilibres qu'ont réussi à préserver les Jordaniens depuis les années 1970 ne doit pas être ignoré.

L'Arabie saoudite a, quant à elle, considéré la normalisation avec Israël comme un moyen de stabiliser la région et, en conséquence, de garantir la prospérité post-pétrole du royaume à travers la « Vision 2030 » du Prince héritier et Premier ministre Mohamed Ben Salman (MBS). Les menaces des rebelles houthis en Mer rouge (et les potentielles menaces iraniennes sur le détroit d'Hormuz) invitent MBS à préserver les garanties sécuritaires américaines et à envisager la construction de corridors commerciaux terrestres comme alternatives aux voies maritimes. Politiquement sensibles, ces projets doivent tout d'abord recevoir l'aval des autorités jordanienes. De récents sondages⁸ ont dans le même temps révélé que 96% des citoyens saoudiens pensent que les Etats arabes devraient se montrer plus fermes à l'égard de la campagne israélienne contre Gaza. Le message est clair : pas de rapprochement avec Israël aux dépens de la cause palestinienne. En même temps, la monarchie saoudienne se méfie profondément de tout groupe proche des Frères musulmans, ne voyant probablement pas d'un mauvais œil l'affaiblissement militaire du Hamas. Si le secrétaire d'Etat américain Anthony Blinken continue de considérer la normalisation des relations israélo-saoudiennes comme une réelle option, il faut désormais composer avec l'indignation des gouvernements et des opinions publiques arabes. Dans la mesure où un Etat palestinien est certainement venu s'ajouter à la liste des exigences de MBS, il y a de fortes chances de voir Benjamin Netanyahu laisser filer l'opportunité. En outre, tel accord constituerait un geste historique que les parties (saoudienne et israélienne) préféreraient sans doute concéder à une future administration Trump, plutôt qu'à l'actuelle administration Biden.

⁶ Khouri, Rami G., "Expand the Arab Peace Initiative to increase its chances of success", Arab Center Washington DC, 07/12/2023, <https://arabcenterdc.org/resource/expand-the-arab-peace-initiative-to-increase-its-chances-of-success/>

⁷ Brown, Nathan J., Hamzawy, Amr. "Arab Peace Initiative II: How Arab leadership could design a peace plan in Israel and Palestine", Carnegie Endowment for National Peace, Paper, 17/11/2023, <https://carnegieendowment.org/2023/11/17/arab-peace-initiative-ii-how-arab-leadership-could-design-peace-plan-in-israel-and-palestine-pub-91047>.

⁸ Hagedorn, Elizabeth. "Saudi-Israel normalization emerges as leverage for post-war Gaza", Al-Monitor, 11/01/2024, https://www.al-monitor.com/originals/2024/01/saudi-israel-normalization-emerges-leverage-post-war-gaza?utm_medium=email&utm_campaign=Week%20in%20Review%201-6-2023&utm_content=Week%20in%20Review%201-6-2023+CID_c5ca87548038154b80b6241017016143&utm_source=campmgr&utm_term=writes%20Elizabeth%20Hagedorn.

Pour sa part, le Qatar joue un rôle central dans la guerre à Gaza en raison de sa proximité avec le Hamas, dont les leaders exilés résident à Doha depuis 2012. Rival historique de l'Arabie saoudite (et des Émirats arabes unis), le petit – mais riche – Etat du Golfe a développé une stratégie géopolitique consistant à soutenir plusieurs mouvements islamistes (dont les Frères musulmans), la Turquie aussi bien que l'Iran. Dans le même temps, le Qatar reste un allié majeur des Etats-Unis. L'émirat s'est ainsi taillé un rôle de médiateur régional. A trois reprises déjà, le Qatar a offert ses bons offices entre le Hamas et Israël (en 2015, 2018 et 2021).⁹ Dans le cadre du conflit actuel, le Qatar a largement contribué à la libération d'otages de novembre 2023 et continue à négocier la libération des autres personnes encore en captivité. A moyen terme, le Qatar appréhende certainement la démilitarisation du Hamas, confiant cependant sur le maintien de son poids politique au sein de la Bande de Gaza.

A l'agenda palestinien : Produire un *leadership* (ré-)unifié

C'est bien connu : la malédiction des populations palestiniennes se situe notamment au niveau de la division de leur *leadership* politique. Alors que le Fatah (nationaliste arabe) incarne la faction dominante au sein de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) aussi bien que de l'Autorité palestinienne (AP) qui rayonne sur la Cisjordanie, le Hamas (islamiste) gouverne *de facto* la Bande de Gaza depuis qu'il y a remporté les élections en 2006. Souvent considérés comme des « frères ennemis » depuis que le Hamas a chassé le Fatah de Gaza en 2007, les deux camps réalisent que le conflit actuel a ouvert une réelle fenêtre d'opportunité pour ressouder le mouvement national palestinien, à condition de trouver un moyen de former un front (ré-)unifié. La méfiance prévaut des deux côtés alors que les acteurs jouent la montre, chacun espérant voir son compétiteur s'affaiblir, idéologiquement et territorialement, en premier.

Le Fatah a indéniablement perdu l'aura dont il jouissait sous Yasser Arafat, en raison principalement de sa piètre gestion de l'Autorité palestinienne installée à Ramallah. Son président actuel, Mahmoud Abbas, est tombé en disgrâce auprès de la plupart des Palestiniens qui n'ont absolument rien gagné au cours des deux décennies de relation pacifique et docile avec Israël. Selon un récent sondage du Palestinian Center for Policy and Survey Research (PCPSR)¹⁰, près de deux tiers des Palestiniens interrogés estiment que le Hamas maintiendra son contrôle sur Gaza après la guerre. 11% d'entre eux s'attendent à la nomination d'un nouveau gouvernement de l'AP sans Mahmoud Abbas ; seulement 7% le voient se maintenir au pouvoir. En dépit de cette perte de légitimité, le Fatah est conscient du fait que la communauté internationale – en particulier les Etats-Unis et l'Arabie saoudite – envisage une Autorité palestinienne réformée pour gouverner Gaza à l'avenir. L'AP reste, pour le moment, la seule option institutionnelle viable pour assurer techniquement la gouvernance de la Bande.

Le Hamas a, quant à lui, subi de lourdes pertes dans la Bande de Gaza. Les Israéliens font d'une « administration civile palestinienne sans le Hamas » une condition *sine*

qua non pour le futur de Gaza. La popularité du Hamas – en tant qu'acteur anti-Israélien, plutôt qu'en tant que mouvement idéologiquement attirant – atteint cependant de nouveaux sommets parmi les Palestiniens¹¹ et plus largement, dans la région. Son chef politique, Ismaël Haniyeh, a récemment appelé depuis le Qatar où il réside à l'unité du mouvement palestinien sous les auspices d'une OLP réorganisée, qui « inclurait tout le monde ».¹² Une déclaration qui signale un changement important dans l'approche du Hamas, qui considérerait jusqu'à récemment, l'Autorité palestinienne comme un vulgaire relai de l'occupation israélienne. Abbas Zaki, un membre du comité central du Fatah, a relayé ces appels à faire front commun contre l'ennemi israélien. Les déclarations du chef du bureau des relations internationales du Hamas, Moussa Abou Marzouk, quant à une possible reconnaissance d'Israël par le Hamas si ce dernier rejoignait l'OLP, ont également suscité une certaine confusion. Ce dernier s'est depuis rétracté.¹³ L'objectif final du Hamas n'est pas clair, mais les dynamiques inter-palestiniennes actuellement à l'œuvre pourraient réserver des surprises.

Dans ce contexte de frénésie politique, les spéculations vont bon train sur les potentielles nouvelles/vieilles figures de ce *leadership* palestinien consensuel : Salam Fayyad (ancien premier ministre de l'Autorité palestinienne), Mohamed Dahlan (ancien leader du Fatah à Gaza), Marwan Barghouti (figure emblématique de la seconde *intifada*), Nasser al-Qudwa (neveu de Yasser Arafat), etc. De nombreux défis se profilent néanmoins à l'horizon afin de réconcilier les agendas factionnels et les ambitions individuelles, sans compter les rivalités régionales à peine voilées derrière ces différentes candidatures, ou encore « l'étiquette » terroriste qui colle à certaines factions palestiniennes (Hamas, Djihad islamique, etc.).

Conclusion : quelle Palestine pour le « jour d'après » ?

L'attaque du 7 octobre du Hamas a manifestement renforcé « l'Axe de la résistance » appuyé par l'Iran, tout en déclenchant un véritable assaut médiatique contre Israël, les Etats-Unis et plus généralement, « l'Occident ». Il est encore trop tôt pour prédire l'issue militaire du conflit à Gaza. Pour certains, l'Iran est sur le point de perdre son principal atout palestinien à Gaza ; pour les autres, Israël a déjà perdu la guerre – en particulier celle des cœurs et des esprits – avec des conséquences importantes sur le long terme. Une chose semble néanmoins certaine : mettre un terme aux opérations de Tsahal à Gaza constitue la seule manière de faire taire les armes alignées sur Téhéran et d'apporter une solution concrète et juste au conflit israélo-palestinien.

Benjamin Netanyahu, conscient que seule une minorité d'Israéliens voteraient pour lui en cas de nouvelles échéances électorales, lutte pour sa survie politique.

⁹ Mohammad, Talal. "What Gulf states want in Gaza", Foreign Policy, 15/01/2024, https://foreignpolicy.com/2024/01/15/israel-gaza-gulf-proxy-war-qatar-uae-saudi-arabia-day-after/?utm_source=Sail-thru&utm_medium=email&utm_campaign=Flash%20Points%20-%2001172024&utm_term=flash_points.

¹⁰ Palestinian Center for Policy and Survey Research (PCPSR), Public Opinion Poll No (90), 13/12/2023, <https://www.pcpsr.org/en/node/963>.

¹¹ A l'échelle du dernier trimestre de l'année 2023, le soutien palestinien au Hamas aurait grimpé de 38% à 42% à Gaza et de 12% à 44% en Cisjordanie. Hagedorn, Elizabeth. "In shift, a top Hamas official floats Israel recognition", Al-Monitor, 13/12/2023, <https://www.al-monitor.com/originals/2023/12/shift-top-hamas-official-floats-israel-recognition>.

¹² Akkad, Dania. "Israel-Palestine war: Hamas chief Haniyeh calls for Palestinian unity and elections", Middle East Eye, 15/01/2024, <https://www.middleeasteye.net/news/israel-palestine-war-hamas-chief-haniyeh-unity-elections>.

¹³ Hagedorn, Elizabeth. "In shift, a top Hamas official floats Israel recognition", *op. cit.*

Toute défection de la part d'un partenaire de sa coalition risquerait de lui faire perdre sa majorité à la Knesset. Son ministre de la Sécurité nationale a d'ailleurs menacé à plusieurs reprises de quitter le navire en cas de révision à la baisse des objectifs de la campagne militaire. Ceci explique pourquoi le premier ministre israélien a récemment déclaré que toute solution future devrait envisager le contrôle par Israël de tous les territoires situés à l'ouest du Jourdain. Dans de telles circonstances, c'est clairement à Jérusalem que le plan américain pour le « jour d'après » à Gaza se trouve actuellement bloqué.

Quelle que soit l'issue de la guerre, ce nouveau chapitre sombre du conflit israélo-palestinien et ses ramifications régionales ont déjà contribué à l'émergence d'un nouveau Moyen-Orient marqué par l'exacerbation de la crise de réfugiés et le déclin du rôle formel des acteurs étatiques.¹⁴ Les récentes guerres en Syrie, en Libye ou au Yémen ont montré que les dynamiques de déplacement de populations sont profondément associées à celles de la radicalisation et du militantisme violent. A l'échelle palestinienne, on peut craindre que la jeunesse d'aujourd'hui, marginalisée et traumatisée, ne produise une génération particulièrement encline à rejoindre des groupes armés. En conséquence, la punition collective que Tsahal est en train d'infliger aux Gazaouis semble vouée à produire davantage de violence que de stabilité politique et de développement économique.

Dans le contexte actuel où la soif de vengeance dicte les comportements, les mesures unilatérales hostiles prévalent logiquement des deux côtés. Afin d'encourager les deux parties à accepter une solution holistique au conflit, une approche faite d'initiatives audacieuses et inclusives – une Initiative de Paix Arabe II en quelque sorte –, susceptible de convaincre que les bénéfices outrepasseraient les risques, est nécessaire. L'idée d'une poignée de main israélo-palestinienne semble pour l'instant relever de l'utopie. Mais une poignée de main irano-saoudienne n'était-elle pas impensable il y a à peine un an ? Ce « miracle » doit beaucoup à l'intercession décisive de la Chine. Dans l'attente d'une solution au conflit, qui relèverait à l'heure actuelle d'un tour de force encore plus grand que celui opéré par Pékin, les regards restent pour l'instant tournés vers les Etats-Unis et leurs partenaires régionaux.

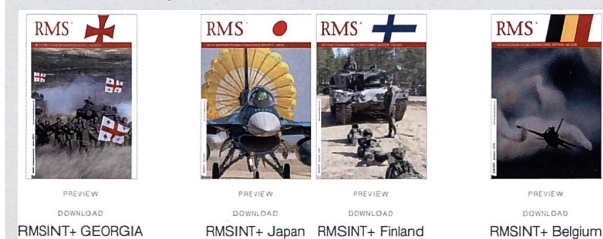
D. L. ; C. B.

NB: Cet article est dérivé de Leroy, Didier, et Berger, Chloé. "What Perspectives for Palestine after the war?", Royal Higher Institute for Defence, e-Note n°55, February 2024, <https://www.defence-institute.be/en/publications-2/e-note/e-note-55/>. Les vues exprimées ici sont celles des auteurs et ne reflètent pas celles du Collège de Défense Nationale émirien ou du gouvernement des Emirats arabes unis.

¹⁴ Abu Rumman, Mohamed. "Israel-Palestine war: How will the Middle East look after the Gaza war?", Middle East Eye, 06/12/2023, <https://www.middleeasteye.net/opinion/israel-palestine-war-middle-east-gaza-war-look-how>.

Depuis juin 2024, plusieurs numéros en ligne de la RMS Internationale (RMSINT+) en anglais, sont disponibles au téléchargement, gratuitement, grâce à l'appui de la SS0.

<https://revuemilitairesuisse.ch/rmsint/>



News

Des F-5E en Floride

Un KC-130J de l'USMC a pris en charge à Emmen un F-5 acheté aux Forces aériennes suisses. L'appareil, démonté, a été livré sur la base aérienne NAS Cecil Field, en Floride, le 20 mars 2024.

Le programme ARTEMIS prévoit l'acquisition et la mise en service de F-5 ex-helvétiques, qui voleront désormais aux couleurs de l'escadrille d'entraînement VMFT-402, de la 4^e escadre de l'USMC.

Photos © USMC.



News

Artillerie de demain

Les essais et la décision d'acquisition d'un nouveau système d'artillerie pour l'armée suisse se précisent. Récemment, plusieurs photos ont été diffusées sur les réseaux sociaux présentant le 155RH de Rheinmetall – déjà disponible sur le châssis modulable Boxter de KMW – adapté sur un châssis Piranha IV de General Dynamics Land Defence (GDLS).

Après avoir présenté une maquette à Eurosatory 2022, KMW et GDLS ont désormais choisi d'installer le système sur un nouveau châssis 10x10 "Heavy Mission Carrier" (HMC).

